

RÉSUMÉ AU QUART DE SA LONGUEUR
D'UN TEXTE DE CARACTÈRE GÉNÉRAL OU ADMINISTRATIF
POUVANT COMPORTER DES TABLEAUX, GRAPHES, ETC...
(3037 MOTS)

*Les lieux de transport :
des centres commerciaux du XXI^{ème} siècle ?*

Et si, demain, notre volonté de toujours mieux gérer notre temps et nos mobilités devaient modifier radicalement la nature et la fonction des lieux du transport ? Et, si demain, nos nouveaux modes de consommation devaient transformer les gares, les stations-service, les aéroports en supermarchés capables de concurrencer les grandes surfaces périphériques ? Et si, demain, ces mêmes lieux devenaient de véritables lieux de services, de loisirs et de travail ? Et si, demain encore, nous devenions, pour une partie d'entre nous, de véritables nomades ?

[..] Depuis 30 ans, les déplacements ont augmenté de 40% ; le trajet moyen d'un individu a été multiplié par cinq ; l'équipement automobile a plus que doublé ; les déplacements de vacances ont augmenté de 50%.

Et dans les années à venir, ces chiffres devraient continuer à croître tant la mobilité est au cœur de nos façons de vivre.[..]

Toute l'histoire des communications est là pour le démontrer et le développement actuel des objets communicants nomades va encore accentuer cette tendance. 65% des appels passés avec un téléphone portable aujourd'hui en France le sont d'une voiture.

Rappelons aussi que tous les jours, on compte :

- 50 000 véhicules dans les 100 stations-service d'autoroute de Total,
- 110 000 passagers à Roissy,
- 400 000 voyageurs à la gare du Nord,
- 60 000 passagers à la gare de Juvisy,
- 9 millions de passagers à la RATP.

Des chiffres à mettre en regard de la fréquentation quotidienne de certains lieux de commerces :

- 8 000 clients par jour en moyenne dans un hypermarché de 10 000 mètres carrés,
- 50 000 visiteurs à Parly II, l'un des plus grands centres commerciaux français.

Les lieux de transport sont donc devenus pour beaucoup d'entre nous des lieux usuels de centralité.[..]

Les Français disposeraient, selon de nombreuses enquêtes, de toujours plus de temps libre. En 1997, le travail ne représentait déjà plus que 14% du temps éveillé d'une vie moyenne, contre 43% pour le temps libre.[..]

Mais parallèlement, nous assistons à une destructuration de plus en plus forte des temps de travail :

- les horaires fixes sont en recul.[..]
- le temps partiel touche de plus en plus d'actifs.[..]

Cette destructuration aboutit à ce que, malgré la hausse du temps libre, les Français se montrent insatisfaits.[..] Les frontières se brouillent entre le temps de travail et les autres temps. Et ce mouvement ne pourra que s'amplifier au début des années 2000, une des contreparties concédée aux employeurs pour mettre en place les 35 heures étant d'annualiser le temps de travail.[..]

On se dirige donc tout droit vers une redistribution du temps qui n'épargne ni le domicile, ni les vacances, ni les week-ends et encore moins les soirées. C'est un des multiples paradoxes qu'on n'a pas fini de découvrir. La réduction du travail se traduit par une omniprésence du travail.[..]

Une omniprésence encore accentuée par le développement concomitant des activités tertiaires (70% du PNB en France) et des nouvelles technologies nomades (téléphone, pager, ordinateur) qui font de tout lieu un lieu potentiel de travail. On a moins besoin aujourd'hui de lieux fixes pour le travail, et encore moins demain.[..]

Les entreprises investiront dans les nouvelles technologies ce qu'elles auront économisé en matière de loyer avec des sièges sociaux plus petits et plus en phase avec nos nouvelles habitudes de travail.[..]

De nouvelles formes d'organisation de travail se mettent en place. On observe même un renversement qui fait d'un bureau un lieu de transit, comme l'a démontré de façon éclatante Andersen Consulting en quittant ses bureaux de la Défense pour ouvrir un hôtel de bureaux aux Champs-Élysées en 1996. Les consultants n'ont plus de bureau fixe dans l'entreprise, leurs bureaux sont ceux de leurs clients, ou bien ceux qu'ils réservent au siège ouvert 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24.[..]

La nouvelle répartition des temps de travail n'est évidemment pas sans conséquences sur les modes de consommation. Ayant le désagréable sentiment d'avoir de moins en moins de temps libre, les consommateurs ont, en effet, réduit depuis plusieurs années le temps passé à faire leurs courses.

Une récente étude du CREDOC⁽¹⁾ démontrait ainsi, qu'en matière d'approvisionnement alimentaire entre 1988 et 1995 :

- les consommateurs avaient réduit la fréquence de leurs approvisionnements,
- le temps passé à faire leurs courses avait diminué de 10 minutes en 7 ans,
- mais que, dans le même temps, ils fréquentaient en moyenne plus de magasins (3,3 en 1995, contre 2,8),
- et qu'ils utilisaient de plus en plus leur voiture (88% en 1995, contre 50% en 1988).

Les consommateurs ne voulant plus perdre de temps, une part importante d'entre eux rejettent les hypermarchés.[..] Une récente étude menée dans douze pays (Japon, Etats-Unis, Europe) montrait que les nouveaux rythmes de vie (cadres ayant des horaires décalés) et les nouvelles structures familiales (parents célibataires débordés) allaient conduire dans un futur proche à un

très fort développement des *convenience stores*, ces petites boutiques ouvertes 7 jours sur 7 et disposant d'horaires d'ouverture très larges pour des visites fréquentes.

Dans le même temps, les enseignes multiplient les initiatives, notamment via internet, pour éviter aux consommateurs de se déplacer.[..]

Les grandes marques cherchent à retrouver un contact avec les consommateurs, qu'elles ont perdu, depuis plusieurs années, au profit des grandes surfaces. Une volonté qui explique qu'elles soient aujourd'hui de plus en plus nombreuses à développer des lieux de vente parallèles aux enseignes de la grande distribution, notamment dans les endroits de forts passages comme les lieux de transit. Elles savent qu'en étant dans les lieux de transport, elles touchent les franges les plus actives de la population et les plus ouvertes aux innovations. L'enjeu pour elles n'est plus seulement de suivre les demandes des consommateurs, mais d'initier de nouveaux modes de consommation et donc de nouveaux produits.[..]

Cet investissement vers les lieux de transit devrait encore s'accroître dans les années qui viennent au vu de la rentabilité fabuleuse qu'ils génèrent :

- le chiffre d'affaires des magasins en gares est, en effet, deux fois supérieur à ceux des commerces de centre-ville à surface et offre égales,
- le chiffre d'affaires en aéroport est trois à quatre fois supérieur à ceux des commerces de centre-ville à surface et offre égales,
- les taux de concrétisation d'achat - j'entre et j'achète - évoluent entre 50 et 70% dans les lieux de transit, contre 30 à 40% en centre-ville.

[..] Tout est fait aujourd'hui pour occuper la vie des voyageurs qui passent de plus en plus de temps dans les aéroports et qui en passeront encore plus dans les années qui viennent, avec la saturation des aéroports aboutissant à une multiplication des retards. Déjà aujourd'hui, à Paris, 75% des voyageurs passent plus d'une heure dans l'aéroport, 36% des passagers y séjournent plus de deux heures, seuls 3% des voyageurs y restent moins de trente minutes.[..]

C'est d'ailleurs cette volonté d'occuper le temps passé dans les aéroports qui a amené les Irlandais à créer, en 1947 à Shannon, les premières boutiques duty-free. Depuis, les aéroports ont eu l'occasion de s'épanouir en de vrais lieux de commerces. Roissy compte actuellement plus de 120 boutiques et Heathrow plus de 200 ![..]

Aujourd'hui, les galeries marchandes installées dans les aéroports américains enregistrent des performances commerciales quatre fois supérieures aux espaces commerciaux traditionnels.[..]

Certains aéroports ont décidé d'aller encore plus loin en multipliant des commerces et des loisirs non plus pour les seuls voyageurs, mais pour l'ensemble des habitants d'une métropole, voire d'une région.[..]

[..] Grâce au TGV et à sa vitesse, le train a retrouvé sa place dans la société française et les gares réaffirment, depuis le milieu des années quatre-vingt, leur place dans la cité.[..] La SNCF est en train de vivre une petite révolution culturelle en développant, via sa filiale A2C, de petits supermarchés (2 000 mètres carrés), comme à la gare de l'Est à Paris, des galeries marchandes mais aussi de vrais centres commerciaux. Les flux et le temps passé par les voyageurs le justifient. La grande majorité des passagers grandes lignes arrivent pratiquement une heure avant le départ de leur train. Les revenus dégagés par ces commerces se révèlent, de plus, très intéressants pour la SNCF. Les 32 commerces de la gare de Lyon génèrent un chiffre d'affaires de 400 millions de francs par an.[..] L'ambition de la SNCF est de faire de certaines de ses gares de vrais pôles marchands à destination non seulement des voyageurs, mais aussi des riverains.

Aujourd'hui, le mouvement d'équipement commercial des gares est donc lancé dans les plus grandes d'entre elles, mais va toucher d'ici peu les gares de la banlieue parisienne, dont certaines voient passer plus de passagers que beaucoup de grandes gares de province. S'ouvre là pour les marques et les distributeurs un formidable chantier.[..]

Les commerces en gares font gagner du temps aux consommateurs en s'installant sur leur parcours. En cela, les gares deviennent des espaces stratégiques pour le commerce de demain et la grande distribution.[..]

Cette évolution n'est évidemment pas une particularité française.

De façon assez évidente et naturelle, cette mutation a touché depuis quelques années le métro. Là encore les flux et le temps passé expliquent cette évolution. A Paris, les voyageurs passent, en effet, autant de temps dans les stations que dans les rames.[..]

C'est pour valoriser ses espaces et le temps de ses passagers que la RATP a donc entrepris une véritable politique d'aménagement commercial, via sa filiale Promo Métro, qui gère déjà près de 2 300 espaces commerciaux.

Outre la vente de journaux et les activités de dépannage (développement de films, cordonnerie, clés minute...), sont présentes des enseignes comme Fnac, Afflelou, Yves Rocher, Mc Donald's.[..]

Parallèlement, la RATP a développé l'installation de machines de distribution automatique pour les produits alimentaires et la presse (16 000 appareils en tout) et réfléchit à un concept de bouquet de services qui regrouperait différentes machines automatiques.[..]

A l'occasion des déplacements quotidiens, les commerces et les services de transit se substituent pour une part aux défaillances des commerces de proximité.

[..] A société nomade, commerces d'itinéraire. Les mutations des stations-service sont à cet égard tout à fait significatives.

La place des prestations techniques liées à la voiture s'est progressivement réduite au bénéfice de services de restauration, d'aires de jeux pour les enfants, de coins communication avec téléphone et fax... Les stations-service sont devenues des terrains de consommation à part entière.[..]

Aujourd'hui, près de 50% des revenus d'une station Total sur autoroute sont générés par des ventes hors carburant. La restauration, la distribution automatique et l'alimentaire en représentent 70%.[..]

Aujourd'hui, c'est au tour des stations urbaines de suivre cette évolution. Obligés de trouver de nouvelles ressources de revenus face à la concurrence des grandes surfaces, les groupes pétroliers sont engagés dans une nouvelle approche commerciale de leurs points de vente. Placées sur les axes de déplacements des consommateurs, ouvertes tôt le matin et très tard le soir, les stations s'appêtent à devenir de nouvelles épiceries.

[..] Actuellement les équipes d'Airbus, qui planchent sur le projet de très gros porteur, l'A3XX, envisagent d'implanter de véritables petites boutiques installées dans les soutes. Parallèlement à ces ventes hors taxes, se développe à bord la vente par correspondance. Le principe en est simple. Chaque voyageur dispose dans sa pochette de siège d'un catalogue dans lequel il peut faire son marché. Pour commander, il remplit soit un bon de commande, soit utilise le téléphone de bord. Après avoir donné son numéro de carte de crédit, il communique l'adresse à laquelle il veut que ses produits soient livrés.[..]

Ce mouvement n'épargnera pas les trains. La SNCF travaille, en effet, actuellement sur un projet de bornes électroniques qui seraient installées dans les voitures du TGV. Donnant accès

Tournez la page S.V.P.

à des sites d'informations sur le trafic et sur les villes desservies, ces bornes offriront également des sites commerciaux permettant aux passagers de faire des achats qui leur seraient délivrés soit à la gare d'arrivée, soit directement chez eux.[..]

A terme, cette évolution touchera aussi la voiture. Selon tous les constructeurs automobiles, on peut, en effet, imaginer que dans les années à venir les terminaux d'aide à la navigation, comme Skipper, feront aussi office de terminaux internet.

Nos rythmes de vie de plus en plus désynchronisés font que sauter un repas, manger sur le pouce n'est plus aussi marginal que naguère et certainement plus réservé à une minorité. La destruction des temps sociaux actuels, la multiplication des sorties liées aux spectacles ou aux activités sportives font que les gens veulent pouvoir manger à tout moment.

Quelques chiffres situeront mieux les choses :

- 37% des Français consomment dans la rue,
- 20%, c'est la part de la consommation hors domicile dans le budget alimentaire des ménages (cette part était de 16% en 1980, 10% en 1965).[..]
- 1 repas sur 5 est pris hors du domicile.[..]

Se sont, dans le même temps, multipliés les circuits de restauration dans les lieux de transports, dans les centres commerciaux et maintenant dans les magasins.[..]

S'ajoute à cela un fort développement de la distribution automatique. Déjà 40% des Français la pratiquent sur leurs lieux de passage et 31% à leur lieu de travail, et un récent sondage révélait, qu'une nette majorité en voulait davantage.

Mais le meilleur révélateur de nos nouvelles façons de vivre est certainement l'explosion actuelle du marché des objets nomades communicants, qui tendent même à devenir pour certains de véritables prothèses.[..]

Aujourd'hui, il se vend quotidiennement 2 millions de baladeurs dans le monde, et 18 000 téléphones portables en France.[..]

La course à la miniaturisation et à la simplification va se poursuivre avec des minimicros comme le Rex PC qui, malgré son format équivalent à une carte de crédit et pesant seulement 34 grammes, peut stocker plus de 3 000 données.[..]

Parallèlement, apparaissent sur le marché des scanners et des imprimantes de poche.[..]

De son côté, le téléphone portable, qui permet déjà de consulter les cours de la bourse ou les dépêches d'agences, de réserver une place de cinéma, voire d'effectuer des opérations bancaires, se transforme en un véritable petit ordinateur doté de fonctions de fax, d'internet et de transfert d'images. Via internet, le portable va devenir l'objet nomade et communicant par excellence. 250 millions de mobiles sont vendus dans le monde en 1999. En 2001, on devrait compter 530 millions de possesseurs de portables sur les cinq continents et dépasser le cap du milliard en 2005.[..]

L'invasion des objets nomades n'en est donc qu'à ses balbutiements et s'accroîtra dans les années qui viennent avec de nouvelles générations d'appareils.[..]

Mais la mobilité et le mouvement supposent aussi la halte. Et déjà apparaissent des escales d'un nouveau genre pour les travailleurs itinérants. « Les meilleurs endroits pour observer le phénomène du "bureau disparu" sont les aéroports », écrivait récemment la sociologue Janet Abrans. L'aéroport de Frankfurt a développé un Airport Center de 50 000 mètres carrés, Schiphol un World Trade Center de 60 000 mètres carrés, et Aéroports de Paris des centres

d'affaires avec salles de réunions réservées tout au long de l'année par des entreprises qui ne veulent plus voir leurs cadres perdre du temps à rejoindre le centre-ville. Les compagnies via leurs salons privés contribuent encore un peu plus à ces mutations.[..]

Certaines gares françaises sont ainsi équipées de salons Euraffaires offrant des zones de calme mais aussi des plans de travail avec minitel, téléphones, fax... Ces équipements pourraient aussi toucher le RER et le métro de la région parisienne si, dans les années qui viennent, les projets d'installer des « bureaux de voisinage » dans les stations de métro voient le jour. Ces bureaux seraient tout à la fois des lieux de services pour les entreprises, des points de travail pour les sociétés de télé-services et des locaux équipés pour la téléformation.[..]

Les stations-service ne sont pas restées étrangères à ce courant. Dès 1994, Mobil ouvrait son premier espace Multicom dans une station de ville. Sur 20 mètres carrés, l'automobiliste peut trouver un point courrier, des téléphones, un fax, un minitel, un photomaton, un photocopieur, un distributeur de télécartes, une imprimerie rapide et un distributeur de billets. Depuis, d'autres points Multicom ont vu le jour.

Devant un tel tableau, il est alors tentant de se demander si nous ne sommes pas à l'aube de cette société de nomades qu'évoque depuis plusieurs années Jacques Attali. Mais on ne peut pas oublier que personne (ou presque) n'est complètement nomade, comme personne (ou presque) n'est totalement sédentaire.[..] C'est de ce point de vue que peut s'ouvrir une grille de lecture des modes de vie.[..]

Mobilité et/ou nomadisme ? Laissons la question ouverte. Ce qui est certain en tout cas, c'est que la mobilité et la gestion du temps deviennent aujourd'hui des variables discriminantes dans l'analyse des modes de vie. Les parcours s'allongent, les destinations se diversifient, les modes de transport se multiplient, la relation à l'espace et aux lieux s'en trouve totalement bouleversée.[..]

Devant de telles réalités, il semble donc bien difficile de continuer à réfléchir aux lieux de la mobilité et à leur place dans la ville comme simples lieux de transports et de passages. Dotés de toujours plus de services et de commerces, ils sont en train de devenir les nouvelles escales urbaines de nos nouveaux modes de vie.

Les vitesses de la ville dirigé par André Pény, Serge Wachter
(Extrait d'un article de François Bellanger)
Éditions l'aube 1999

(1) Centre de recherches pour l'étude et l'observation des conditions de vie

ANALYSE D'UN DOSSIER DE NATURE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

L'utilisation de tout matériel et de toute documentation personnelle est interdite.

LISTE DES DOCUMENTS

1. - La difficile gestion de la dette du Tiers monde
(*Problèmes économiques*) - mai 2000
2. - Le cadeau empoisonné de l'annulation de la dette
(*Problèmes économiques*) - mai 2000
3. - Il faut remettre en cause le système unique de développement mondial
(*Le Monde – Economie*) - mai 1999

SUJET :

A l'aide des textes présentés, vous analyserez la problématique de la dette des pays pauvres et de son annulation.

Tournez la page S.V.P.

1. La difficile gestion de la dette du Tiers monde

De la théorie...

Rostow et les économistes du développement, comme Lewis, considèrent le sous-développement comme un cercle vicieux : le faible revenu de ces pays n'engendre qu'une épargne limitée qui elle-même ne peut financer qu'un faible investissement. À son tour, ce faible investissement ne crée qu'une faible croissance qui, fermant le cercle, ne permet de dégager qu'un faible revenu. Il revient donc aux pays développés et aux organismes internationaux, comme le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM), de compenser cette insuffisance d'épargne par des financements extérieurs.

Cette aide au développement est constituée de financements privés et des aides publiques (financières et matérielles). L'aide financière prend les quatre formes suivantes : des crédits à l'exportation et des investissements des entreprises multinationales ; des crédits bancaires et émissions de titres sur les marchés financiers (financement privé au taux du marché) ; des crédits des organismes internationaux (FMI, BM...) ; des aides publiques au développement, APD (dons et prêts). La majorité des accords passés avec les pays du Tiers monde sont bilatéraux et sont le plus souvent conditionnés. La dette et l'aide sont deux choses bien différentes. L'essentiel du financement a un but lucratif : il prend la forme de prêts en contrepartie du paiement d'intérêts. Par contre, les dons, par nature, n'augmentent pas la dette.

L'endettement peut avoir deux types d'effet : un effet de levier et un effet de massue. Énoncée par Wicksell, cette théorie démontre que lorsque le taux d'intérêt monétaire (qui s'applique à la dette contractée) est inférieur au taux de profit (dégagé par l'investissement réalisé grâce à l'emprunt), il est intéressant de s'endetter pour financer sa croissance. On parle d'effet de levier de l'endettement. Par contre, dès que l'inverse se produit, l'effet de levier se transforme en effet de massue : le profit ne permet plus de rembourser les intérêts. L'entreprise ou le pays doit rapidement se désendetter.

... à la pratique, et à la crise

Jusqu'en 1975. Ce sont surtout les États des pays développés qui apportent leur concours financier. L'aide publique domine. Les banques ne sont en fait pas intéressées par des pays qu'elles estiment peu solvables. Les pays développés, en forte croissance, leur permettent de se développer.

De 1975 à 1980. Le choc pétrolier de 1973 bouleverse la donne. Les pays producteurs de pétrole et d'autres matières premières deviennent sensiblement plus solvables. Dans le même temps, les banques voient le nombre de leurs clients au sein des pays développés diminuer à cause de la récession. Et un volume très important de nouveaux capitaux en provenance des pays pétroliers afflue vers les banques des pays riches à la recherche de placements lucratifs. Cet afflux des capitaux conjugué aux politiques monétaires laxistes a provoqué la chute des taux d'intérêt réels (qui ont d'ailleurs été négatifs à plusieurs reprises). Les crédits privés accordés aux pays en développement ont alors augmenté de façon vertigineuse. On a parlé de l'effet de levier de l'endettement.

À partir de 1980-1982. Le contexte macroéconomique change radicalement : stabilisation du prix du pétrole, augmentation du cours du dollar et des taux d'intérêt et baisse des exportations. La situation des pays endettés devient intenable. Les financements privés deviennent rares et le financement public doit prendre le relais pour éviter que les banqueroutes ne se multiplient. À partir de 1984, la situation financière internationale est inversée : les pays pauvres financent les pays développés. Les pays fortement endettés entrent alors dans un cercle vicieux car ils sont obligés d'emprunter pour rembourser les intérêts des emprunts précédents (effet massue de l'endettement). Sortir de cette spirale n'est possible qu'à condition de dégager un excédent commercial supérieur au service de la dette car c'est la seule façon d'obtenir les dollars nécessaires au remboursement des emprunts en devises.

Comment sortir du surendettement ?

Plusieurs solutions ont été mises en œuvre. En allongeant le délai de remboursement, le rééchelonnement de la dette permet d'en diminuer les annuités (même si le coût global augmentant toutefois). Sous réserve de certaines conditions posées par le FMI, la renégociation de la dette s'est engagée avec les créanciers publics (groupe informel de gouvernements appelé le **Club de Paris**) et privés (les banques privées créancières se réunissent dans ce qui s'appelle le **Club de Londres**). Les créanciers proposent alors un nouvel échéancier. Cependant, si cette méthode étale la dette, elle l'alourdit également : les montants à rembourser chaque année sont plus faibles mais représentent au total une somme plus importante. Dans ces conditions, les pays très endettés ne parviennent pas à redresser leur situation.

Des solutions propres à certains pays ont également été essayées. Au **Brésil**, certaines créances ont été échangées contre des actifs domestiques : un investisseur rachetait en escudos une créance brésilienne fortement décotée (la banque acceptant une perte) ce qui lui permettait d'acquérir des actifs locaux comme des entreprises et libérait ainsi le Brésil d'une partie de sa dette. Le **Mexique** a lui aussi proposé un échange de sa dette après décote contre d'autres titres, mais cette formule a rencontré peu de succès.

Le remboursement de la dette devient de plus en plus problématique et il est finalement admis qu'une partie (voire la totalité pour certains pays) soit irrécouvrable, les pays riches décident d'assumer une partie de cette dette. En 1985, un premier plan de redressement dit **Baker** est alors mis en place. Mais son montant (25 milliards de dollars) ne suffit pas à résoudre l'endettement (1 026 milliards à l'époque).

Face à ces maigres résultats, une nouvelle approche a été retenue pour tenter de résoudre le surendettement des pays pauvres : l'annulation et la titrisation de la dette. En 1989, le plan **Brady** propose une solution plus radicale : il impose aux banques des pertes de créances, les dettes sont à la fois garanties par le Trésor américain et financées en partie par le FMI et la BM, et les titres de créances peuvent être échangés contre des obligations. Pendant près de dix ans, les

obligations **Brady** sont un succès car elles permettent aux pays endettés de restructurer leur dette et d'accéder aux marchés financiers internationaux. La crise des pays émergents en 1997-1999 a toutefois mis en évidence leurs limites. Pour la première fois depuis 1989, deux pays (l'Équateur en octobre 1999 et la Côte d'Ivoire en avril 2000) ont été dans l'impossibilité d'honorer leurs *Brady bonds*.

En septembre 1996, une nouvelle action menée conjointement par le FMI et la BM a vu le jour : l'**Initiative en faveur des PPTE** (pays pauvres très endettés). Impliquant tous les créanciers de ces pays, cette initiative vise à ramener leur dette, principalement via son rééchelonnement et une réduction de son stock, à un niveau soutenable. Les critères permettant de bénéficier de l'Initiative posent notamment des conditions sur le niveau du revenu par habitant et sur la part de la dette par rapport au PIB (supérieure à 80 %). Sur les quarante pays éligibles... seuls trois (**Ghana**, **Ouganda** et **Burkina Faso**) ont pour l'instant été retenus. Et leur nombre ne devrait pas dépasser 15 à la fin de l'année.

L'annulation totale de la dette

D'autres propositions en faveur d'une annulation totale de la dette connaissent une nouvelle actualité. C'est le cas de la proposition faite par l'association d'organisations non gouvernementales « **Jubilé 2000** » qui estime que la dette est « meurtrière » et empêche tout développement. À l'occasion du sommet du G7 de Cologne (juin 1999), les pays riches ont pris la décision de principe d'effacer 90 % de la dette publique des PPTE. Au sommet Europe-Afrique du Caire (avril 2000), la France a proposé d'annuler 100 % de la dette publique bilatérale avec les PPTE selon le principe suivant : les débiteurs poursuivent leurs remboursements qui leur seraient ensuite reversés sous la forme d'un financement de programmes concrets. Enfin, le 18 avril 2000, le Haut conseil français de la coopération internationale a rendu un avis favorable à la poursuite du processus de réduction de la dette.

2. Le cadeau empoisonné de l'annulation de la dette

L'annulation de la dette est devenue un élément clé des politiques d'aide envers les pays pauvres. Elle permettrait de les libérer de l'effet « boule de neige » des intérêts et de relancer leur croissance. D'apparence généreuse, une telle décision comporte toutefois de nombreux effets pervers. Elle pénalise les pays qui s'efforcent d'honorer leurs emprunts et n'encourage pas la bonne gestion. Sans plan de développement, elle pourrait finalement se révéler inefficace.

Problèmes économiques

La réduction de la dette des pays les plus pauvres, une histoire déjà longue

(...) En lançant à la fin de 1996, une initiative de réduction de la dette, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale ont fait surgir sur le devant de la scène une nouvelle catégorie de pays : les pays pauvres très endettés (PPTE). Il s'agit d'une quarantaine de pays à faible niveau de PIB/habitant, qui ont accès à des ressources bon marché auprès de la Banque mondiale et du FMI.

Mais c'est par abus de langage que l'on parle de dette des « pays » les plus pauvres. Ce ne sont pas les pays qui sont endettés, mais leurs États. Et ce n'est pas tout à fait la même chose. C'est l'État qui doit rembourser, en prélevant sur la société les ressources nécessaires au remboursement. Le problème d'endettement est en premier lieu un problème de finances publiques. Il touche assez directement les agents économiques privés qui seront mis à contribution ; mais la fiscalité dans les pays pauvres est fort mal répartie. En Afrique de l'Ouest, par exemple – dont beaucoup de pays sont des PPTE – la paysannerie échappe en grande partie aujourd'hui aux prélèvements publics. Elle n'est guère concernée par les problèmes d'endettement. En contrepartie, elle ne bénéficie d'ailleurs pratiquement pas des services publics.

Le problème d'endettement des PPTE est tout à fait particulier. Il s'est manifesté dans le passé par des défauts répétés de paiement, engendrant des masses d'arriérés. Les PPTE ont souvent remboursé ce qu'ils pensaient possible, éliminant les remboursements des prêteurs qui refusaient d'envisager de nouveaux décaissements. Dès lors, les prêts privés se sont arrêtés, mais non les flux publics (bilatéraux, d'État à État, ou multilatéraux, via les organismes internationaux). Car ces flux publics ne sont pas des flux financiers classiques. Accordés au titre de l'aide au développement, ils mêlent préoccupations humanitaires, mercantiles, politiques et stratégiques. Ils ne disparaissent pas de la même manière que les flux privés lorsque plane le moindre doute sur la solvabilité des États (ce qui est à l'origine des crises d'endettement classiques, du Mexique en 1982 comme en Asie en 1997).

■ Auteur : Marc Raffinot, maître de conférences à l'université Paris-IX Dauphine, DIAL.

■ Article original : « Réductions de dette et financement du développement. » L'introduction n'est pas reproduite.

La crise d'endettement des PPTE, en revanche, pourrait bien apparaître comme la conséquence d'un profond malentendu. Les prêteurs se situaient dans une logique du contrat, une logique financière classique. Une dette n'a alors de sens que si elle est remboursée, même à un terme très éloigné. Mais du point de vue des cultures traditionnelles, notamment africaines, la logique dominante est plutôt de l'ordre du don-contre-don décrite par Mauss. Rembourser en totalité, signifierait mettre fin à une relation, exclure.

Quoi qu'il en soit, l'impossibilité d'obtenir un remboursement intégral des sommes prêtées a conduit à une double évolution : le financement extérieur des PPTE s'est modifié, pour être de plus en plus constitué de dons ; et des annulations de dettes ont été consenties. Ces annulations ont d'abord été ponctuelles et bilatérales (comme l'initiative méditerranéenne de réduction de la dette des pays africains en 1989). Le sommet du G7 à Toronto, en 1988, a institutionnalisé cette pratique, en décidant d'annuler une partie du service dû lors des passages au Club de Paris (l'instance de renégociation de la dette publique bilatérale). La réduction du montant (et non plus du service annuel) de la dette bilatérale est possible depuis le sommet de Naples (1994). Enfin, depuis la fin de 1996, le FMI et la Banque mondiale ont, à leur tour, lancé une initiative de réduction des dettes multilatérales (initiative PPTE précisément, plus connue sous son sigle anglais de HIPC, *heavily indebted poor countries*). Jusque-là, leurs créances étaient déclarées intouchables, et il avait fallu utiliser divers expédients pour éviter que les pays ne se trouvent en défaut de paiement vis-à-vis de ces institutions.

Pourquoi une annulation est-elle nécessaire ?

Les diagnostics qui conduisent à réclamer une annulation pure et simple de la dette des pays les plus pauvres, ou à leur accorder des allègements, sont rarement explicités de façon claire. Les PPTE sont en général présentés comme écrasés par le poids d'une dette excessive. Une annulation de dette serait clairement justifiée pour leur permettre de se développer. Une première version, cynique, de cette approche consiste à affirmer que les PPTE ne remboursant pas, mieux vaut afficher une générosité qui en fait ne coûte rien.

La réalité est cependant beaucoup plus complexe : parmi les PPTE, certains pays remboursent fort correctement, d'autres presque pas. L'annuaire de la Banque mondiale, *Global Development Finance*, de 1999, permet de l'illustrer. Il compare les remboursements contractuels de la dette à long terme prévus en 1996 pour l'année 1997 avec ceux réellement effectués en 1997. Le tableau montre que le taux de remboursement moyen (pondéré) est égal à 54 %, ce qui traduit une amélioration des remboursements par rapport au début de la décennie. Mais il souligne surtout l'hétérogénéité des PPTE : 40 % des pays remboursent en quasi-totalité, 43 % moins de la moitié et 17 % entre 50 et 80 %. On relève que la plupart des pays qui remboursent très peu ont connu des bouleversements politiques et sociaux tels que le fonctionnement de leur système fiscal est gravement handicapé. Il faut cependant retenir qu'il existe une proportion non négligeable de PPTE qui remboursent normalement en 1997.

Une autre version de la demande d'annulation avance que celle-ci relancerait la croissance. Cette possibilité a été examinée sur le plan théorique (approche du fardeau virtuel de la dette ou *debt overhang*). Pour la fonder empiriquement, il faudrait établir une relation entre le niveau d'endettement et le taux de croissance des économies ou, au moins, le taux d'investissement, toutes choses égales par ailleurs. Plusieurs analyses statistiques étayent cette

approche dans le cas des pays à revenu intermédiaire. Mais pas en ce qui concerne les pays les plus pauvres. Cela se comprend assez bien : ces pays reçoivent essentiellement des dons, ou des prêts à des conditions tellement favorables (0,75 % de taux d'intérêt pour les crédits de l'AID - association internationale de développement -, filiale de la Banque mondiale spécialisée dans les prêts aux pays pauvres) que les transferts (la différence entre les nouveaux emprunts et le service de la dette) qu'ils reçoivent demeurent positifs, contrairement à ce qui s'est passé en Amérique latine, ou durant la récente crise asiatique.

La forme « catastrophiste » du diagnostic d'insolvabilité généralisée affirme que l'effet « boule de neige » de la dette enfonce les pays pauvres très endettés dans une spirale d'endettement de plus en plus insoutenable. Les notions de solvabilité ou de « soutenabilité » sont fort difficiles à manier. En termes financiers classiques, les choses sont assez claires. Mais, en ce qui concerne les PPTE, de nombreuses précautions doivent être prises. En premier lieu, parce que la soutenabilité de la dette (le fait qu'à terme, la dette ne croisse pas plus vite que le PIB) dépend des financements, et en particulier des dons qui seront obtenus à l'avenir. En second lieu, parce que les remboursements à prendre en compte pour tester correctement la soutenabilité dans le cas des PPTE portent sur plusieurs dizaines d'années (voire un siècle). Il ne s'agit pas d'une nouveauté : ceux qui ont acheté des emprunts russes à la fin du XIX^e siècle ont fait un semblable pari. Mais on touche ici aux limites de la science économique. Les méthodes traditionnelles pour évaluer la solvabilité conduisent à projeter les remboursements et les ressources correspondantes sur la base des tendances observées dans le passé. Si on les applique à la dette des PPTE, on observe que pour un grand nombre d'entre eux le pronostic est plutôt positif, y compris pour des pays qui se sont trouvés récemment dans des situations difficiles. Il n'y a pas de mystère ici non plus : depuis une vingtaine d'années, les politiques d'ajustement structurel ont contraint les PPTE à réduire leurs déficits, et à ne plus emprunter qu'à des sources extrêmement bon marché. Au fur et à mesure que les remboursements s'effectuent, de nouvelles dettes « bon marché » remplacent les anciennes, qui avaient parfois été contractées sous forme de prêts privés à des taux élevés. Cette sorte de refinancement « automatique » s'ajoute aux abandons de créances pour réduire progressivement le poids de la dette des pays les plus pauvres. Mais ce mécanisme, pour général qu'il soit, ne peut « solvabiliser » les PPTE les plus endettés. Car certains États, comme la Guinée-Bissau, l'Angola, les deux Congo, le Mozambique, le Nicaragua, São Tomé et Príncipe, ainsi que la Zambie, connaissent des niveaux d'endettement tellement excessifs qu'aucun retour graduel à la soutenabilité ne saurait être envisagé.

Taux de remboursement des PPTE (1997)

Moins de 50 %	Remboursements entre 50 et 85 %	Remboursements > 85 %
Somalie	São Tomé et Príncipe	Mauritanie
Liberia	Burundi	Zambie
Congo (Rép. démocratique)	Rwanda	Madagascar
Éthiopie	Sierra Leone	Kenya
Soudan	Niger	Burkina Faso
Mali	Nicaragua	Togo
Congo (République)	Guinée équatoriale	Côte d'Ivoire
Guinée-Bissau		Malawi
Yémen (République)		Bénin
Myanmar		Honduras
Vietnam		Laos
Nigeria		Haïti
RCA		Sénégal
Tanzanie		Tchad
Guinée		Guyana
Angola		Ghana
Mozambique		Ouganda
Cameroun		

Note : Dans chaque colonne, les pays sont rangés par taux de remboursements croissants.

Source : *Global Development Finance*, 1999.

D'autres logiques d'annulation ne reposent pas sur l'idée d'une dette « insupportable ». Il est assez clair en effet qu'un allègement de la dette peut se traduire par une amélioration de la situation du pays endetté. Amélioration qui peut d'ailleurs être favorable au prêteur, si celui-ci exporte des biens et services dans le pays endetté. Dans cette approche, on peut envisager d'annuler la dette pour récompenser, par exemple, les États qui ont consenti des efforts en vue d'améliorer leurs politiques économiques ou les conditions de vie de la population, des pauvres en particulier, ou la démocratie.

L'annulation pourrait également se soutenir dans les cas, souvent cités, où les prêts ont été détournés ou mal utilisés. Le premier cas de figure pose le problème de la capacité juridique des gouvernements à contracter au nom de leur État. Il est difficile d'imaginer un droit international qui ne repose pas sur ce principe. Il est d'ailleurs tout à fait possible de réclamer les sommes correspondantes lorsque des détournements de fonds publics sont mis en évidence. Les banques suisses ont récemment restitué au Mali des sommes détournées par l'ancien président. Quant à la mauvaise utilisation, elle semble impossible à évaluer en pratique, sauf dans des exemples caricaturaux, souvent mis en avant, mais qui constituent une part minime des sommes investies. Une difficulté majeure tient au fait qu'un grand nombre de prêts sont réalisés pour construire des infrastructures publiques mises à la disposition de la population sans paiement intégral du coût (des dispensaires, des routes) : dans ce cas, la rentabilité (sociale) est fort difficile à apprécier.

Quelles qu'en soient les raisons avouées ou non, le processus d'annulation de la dette des PPTE est en marche. La façon dont il sera mis en œuvre n'est pas indifférente pour juger du résultat qu'il peut produire.

Un mécanisme de réduction contestable

Des annulations de dette ont déjà été accordées pour des motifs très divers : pauvreté, impossibilité de rembourser, appartenance à une zone d'influence, remerciement pour la participation à la guerre du Golfe (l'Égypte), soutien à la transition vers l'économie de marché et à l'orientation pro-occidentale (Pologne), etc. Le processus lancé par le FMI et la Banque mondiale à la fin de 1996 est plus systématique. Il s'agit de réduire la dette de telle manière que son niveau ne dépasse pas un seuil jugé critique (200 à 250 % pour le rapport entre la valeur actuelle de la dette et les exportations). Pour bénéficier de cette réduction, le PPTE doit passer par un processus complexe d'approfondissement de l'ajustement structurel durant une période initialement fixée à six ans.

Les annulations de dette annoncées par le G7, en juin 1999, se situent dans la même logique que l'initiative FMI-Banque mondiale de réduction de la dette : on annule une partie de la dette de manière à rendre « supportable » la part restante. Simplement, le seuil est abaissé (150 %) et l'on souhaite rendre le processus plus rapide. Est-ce à dire que le processus est désormais soumis à des critères objectifs ? Il suffit d'examiner le cas des sept pays qui ont été retenus (en deux ans et demi) pour bénéficier à terme de la réduction de dette pour comprendre combien ce processus reste encore arbitraire. Ces pays ne sont pas parmi les plus pauvres, et certainement pas les plus endettés de la quarantaine de candidats potentiels. La possibilité de manipuler le processus tient essentiellement, comme nous l'avons noté, à l'impossibilité de parvenir à une analyse objective de la soutenabilité de la dette, dans le cas des PPTE.

Plus profondément, c'est la logique même de la démarche qui fait problème. Annuler une dette n'est pas autre chose que fournir des ressources. En décidant d'annuler celle des pays qui ne sont pas solvables, on « récompense », en premier lieu, les pays qui se sont le plus endettés, ou qui ont adopté les politiques économiques les plus désastreuses. Bien sûr, ce jugement n'est pas absolument général. Certains pays très endettés ont dû faire face à des difficultés tout à fait indépendantes de leur volonté. D'autres gouvernements sont contraints d'assumer l'héritage de gouvernements antérieurs dilapidateurs. Enfin, la nécessité de suivre désormais de « bonnes politiques » est censée interdire le retour aux errements passés. Néanmoins, le signal qui est ainsi donné est redoutable (et il le serait encore davantage dans l'hypothèse d'une annulation de dettes généralisée). Que les États qui se sont endettés sagement, et qui ont remboursé ponctuellement se trouvent ainsi pénalisés représente une véritable incitation à la mauvaise gestion. N'est-ce pas un encouragement à un endettement irresponsable, fondé sur l'idée que, de toute façon, les créanciers annuleront à nouveau les créances ?

Pour éviter de pénaliser ainsi les États les plus « méritants », il aurait suffi que les remises de dette soient proportionnelles à un élément non directement lié à la politique économique passée (la population, par exemple) ou proportionnelles à un indicateur lié à la volonté des États d'améliorer leur situation (la croissance des recettes publiques, par exemple). Un tel calcul conduirait évidemment à une toute autre répartition des réductions de dette. Dans la procédure actuelle (mais avec un seuil fixé à 200 %), le Sénégal ne devrait bénéficier d'aucune remise de dette, alors que la République démocratique du Congo verrait sa dette réduite de 6,6 milliards de dollars environ. Or en conservant le même montant total de remise de dette, une réduction de dette proportionnelle à la population attribuerait au Sénégal une remise de 860 millions de dollars, contre 4,5 milliards pour le Congo.

Un cadeau empoisonné ?

G. Akerlof a souligné le double sens du mot *gift* dans les langues anglo-saxonnes (« don » en anglais, mais « poison » en allemand). Cette ambivalence s'applique-t-elle à l'annulation de la dette ? Le premier danger serait que l'annulation de la dette n'accroisse pas les ressources dont disposent les PPTE. Dans la mesure où les annulations de dette sont comptabilisées dans l'aide au développement, les États créanciers soumis à de fortes contraintes budgétaires seront tentés de réduire les autres éléments de celle-ci, tout en lui conservant des niveaux élevés, sur le plan comptable. Les annulations permettent des effets d'annonce très importants, alors que les flux correspondants s'étaleront sur des dizaines d'années. Une telle évolution accentuerait la tendance actuelle, qui conduit à accorder une aide aux pays à faible revenu essentiellement sous forme de dons. Avec pour conséquence des niveaux réduits, alors que le remboursement des prêts accroît les sommes prêtées.

Ce point a été souvent souligné. Il n'est cependant peut-être pas décisif. Aussi choquant que cela puisse paraître, mais comme le savent bien les praticiens du développement, le problème de l'aide n'est pas le manque d'argent. Bien souvent au contraire, la difficulté est de trouver des projets ou des activités à financer réalistes et qui n'enfoncent pas les bénéficiaires dans une logique de dépendance. Aider, au niveau international, comme au niveau interpersonnel, est une idée généreuse, mais délicate à mettre en pratique de manière efficace.

En second lieu, l'effet bénéfique ou non des annulations de dette dépend de la manière dont elles seront mises en œuvre concrètement. Très peu de créanciers envisagent une annulation pure et simple, qui laisserait aux États bénéficiaires toute latitude pour utiliser les sommes correspondantes. La crainte que l'annulation de la dette amène à de nouvelles dépenses somptuaires, ou à de nouveaux emprunts à taux d'intérêt élevés conduit à deux types de procédures : la première vise à imposer un système de conditionnalité analogue à celui qui prévaut dans les programmes d'ajustement structurel. La seconde consiste à créer des Fonds spéciaux, alimentés par le service de la dette (en monnaie locale), les dépenses étant autorisées par un conseil d'administration mixte, comprenant le gouvernement bénéficiaire, la société civile, les créanciers, etc. Ces fonds financeraient des dépenses sociales, en partie exécutées par des organisations non gouvernementales – ONG (du Nord ou du Sud). Cette idée, déjà développée à la fin des années quatre-vingt, proposait de « sécuriser » des dépenses prioritaires. Si l'idée est intéressante, les écueils sont nombreux. Plus le service de la dette est important, plus les dépenses sociales devraient croître rapidement. Le résultat peut se révéler ingérable à court terme, source de gaspillages potentiels.

L'accent mis sur les dépenses sociales (éducation, santé) est certes louable, mais laisse de côté une question essentielle, celle de l'efficacité de ces dépenses. Par ailleurs, le rôle croissant attribué aux ONG par les organismes d'aide n'est pas sans soulever de fortes résistances – en partie justifiées par l'éclatement et la privatisation de la Fonction publique qui en serait induit.

Il faut enfin tenir compte du fait que toute annulation de dette peut avoir des coûts indirects. Il en résultera une marginalisation par rapport aux marchés internationaux des capitaux, car toute annulation de dette réduit la crédibilité des emprunteurs. Dans le cas des PPTE, déjà totalement exclus de ces marchés, une telle menace est évidemment de faible poids. D'autant plus que le comportement des marchés financiers surprend parfois par l'absence de mémoire. Des annulations de dette risquent cependant de bloquer, pour une période assez longue, la diversification future du financement extérieur.

D'une manière plus générale encore, l'annulation de dette signifie la rupture d'un contrat. C'est la crédibilité même des États qui est en jeu. Il y a quelques contradictions à annuler la dette d'un côté, tout en requérant de l'autre l'engagement de ces États, leur signature, au bas des programmes d'ajustement structurel qui se présentent pourtant officiellement comme des contrats négociés.

Quel financement extérieur au XXI^e siècle pour les pays à faible revenu ?

Les annulations de dette risquent de rendre les PPTE encore plus dépendants de l'aide extérieure, achevant la transformation de ces États en « protectorats » sous tutelle et sous perfusion. Aujourd'hui déjà, de nombreux États des pays à faibles revenus ne financent qu'une partie des dépenses publiques (pourtant réduites), ce qui réduit leur légitimité.

À l'opposé, la revendication d'une annulation portée par la coalition « Jubilé 2000 » se fonde sur un autre espoir, qui repose sur la notion même de Jubilé : que l'annulation de dette soit l'occasion d'un nouveau départ. Comme nous venons de le voir, il paraît cependant ni possible ni même souhaitable que le financement extérieur ne passe que par des dons. Pourquoi d'ailleurs appliquerait-on à ces États un traitement qui tranche aussi nettement avec les nouvelles techniques de la micro-finance, qui représentent au niveau interne une avancée, généralement saluée comme un pas en avant vers l'éradication de la pauvreté ? La Grameen Bank prête aux pauvres, elle ne leur donne pas. Les taux d'intérêt sont fort élevés... comme les taux de remboursement. Le terme créance a la même origine étymologique que croyance : c'est aussi l'affirmation que l'on croit à l'avenir de celui à qui on a prêté.

Oswaldo de Rivero, consultant auprès des Nations unies

3. « Il faut remettre en cause le système unique de développement mondial »

« Depuis dix ans, plusieurs initiatives ont été prises pour alléger la dette des pays les plus pauvres. Aujourd'hui, il est question d'un nouveau plan, encore plus généreux. Qu'en pensez-vous ? Est-ce l'aveu d'un échec des politiques qui ont été menées jusqu'à présent ?

— Certainement, mais je crois surtout que l'on se trompe de sujet quand on imagine résoudre la question du développement en traitant seulement le problème de la dette. L'endettement, même lorsqu'il atteint des niveaux insupportables, comme c'est souvent le cas, n'est pas le véritable obstacle au développement des pays les plus pauvres. Quand bien même les pays riches tireraient un trait sur l'ardoise des pays africains, puisque cette nouvelle initiative s'adresse à eux en majorité, cela ne leur donnerait aucun espoir d'entrer véritablement dans un processus de décollage économique. Et je suis prêt à parier que, dans dix ans, ils seraient tout aussi endettés.

» Car le véritable problème de ces pays, c'est que leurs économies ne sont pas viables en l'état. La dette n'est qu'un épiphénomène face à un problème structurel beaucoup plus grave. Le développement est impossible pour un pays confronté à une explosion démographique, urbaine de surcroît, et dont les seules ressources reposent sur la production de matières premières ou de produits peu transformés. D'un côté, sa po-

pulation s'accroît, de l'autre, sa rente, à travers les matières premières, fluctue au gré des variations des cours mondiaux. C'est une équation insoluble. Un tel pays n'aura jamais les moyens de satisfaire les besoins de sa population ; il est condamné à importer, et, pour cela, à s'endetter.

» On parle de développement depuis cinquante ans et si, au bout de toutes ces années, la question de la dette n'a pas été résolue, c'est bien la meilleure preuve, selon moi, qu'il n'y pas eu de développement. J'ai commencé ma carrière de diplomate en 1969, en négociant la dette du Pérou auprès du Club de Paris. Lorsque je l'ai quittée, en 1993, mon pays passait à nouveau devant ses créanciers publics pour obtenir un rééchelonnement...

— Vous ne pouvez pas nier pourtant que plusieurs pays sont sortis du sous-développement au cours des dernières décennies ?

— Je ne le conteste pas, mais regardons de plus près, combien sont-ils ? En dehors de quelques pays d'Asie, je n'en vois pas d'autres. Et je crois qu'il est illusoire de penser qu'il sera possible d'étendre à l'ensemble de la planète le modèle libéral de grande consommation des pays riches — puisque c'est de cela qu'il s'agit —, car ce modèle me paraît inimitable, dans la situation actuelle.

» Le développement, n'est selon moi possible qu'à trois conditions : un régime démocratique, la maîtrise de la croissance démographique et la transformation de la production primaire vers une production industrielle sophistiquée. C'est un processus très long et difficile. Il n'existe pas pour cela de formule économique magique, comme le pensent les institutions internationales.

» Les plans d'ajustement structurels, les rééchelonnements de dette ne peuvent suffire. D'autant que ces ajustements se font sans modernisation de l'appareil de production. Le développement est une question culturelle, et pas seulement économique. J'entends souvent dire que l'Amérique latine a perdu dix ans avec la crise de la dette à la fin des années 80. Moi, je pense plutôt qu'elle a perdu cent cinquante ans depuis son accession à l'indépendance, qui s'est faite, *grosso modo*, en même temps que celle des Etats-Unis. Cent cinquante ans pendant lesquels ces différents pays n'ont pas réussi à se transformer en démocraties capitalistes modernes et prospères. L'explication de cette divergence se trouve avant tout dans les différences culturelles qui ont façonné les Etats-Unis et celles héritées de l'Espagne catholique, pour l'Amérique latine.

- Les pays d'Amérique latine ont néanmoins profité à la fin des années 80, avec le plan Brady, d'une réduction de leur dette. Cela n'aurait-il servi à rien ?

- Cela leur a permis de rester sur la scène internationale des "sujets de crédit", capables de continuer à emprunter aux pays riches et de consommer. Il ne faut pas oublier cet enjeu pour les pays industrialisés. Surtout dans le contexte ac-

tuel de ralentissement de la croissance mondiale. Il est important de maintenir des marchés dans les pays en développement. Ce qui devient impossible quand le fardeau de la dette est trop lourd, car il y a alors un risque généralisé de faillite.

- Iriez-vous jusqu'à dire qu'il est inutile d'alléger les dettes des pays les plus pauvres ?

- Pas du tout, mais soyons réalistes, c'est une politique à la "Mère Teresa". Il faut le faire parce que ces pays souffrent et que leur situation est encore plus critique depuis deux ans avec la chute des matières premières. Les allègements de dette peuvent permettre de financer la lutte contre la pauvreté, et ils sont utiles en cela. Ils ne sont toutefois en rien des mesures d'aide au développement. C'est pour cela que je préfère parler d'aide à la survivance. Les pays pauvres sont dans une situation de « soins intensifs », et il faut absolument continuer à les aider pour que cette situation n'empire pas. Pour que ces pays ne deviennent pas des "entités chaotiques ingouvernables", des pays incontrôlables.

» En Afrique, la moitié du continent est au bord ou en pleine guerre civile. En Amérique latine, la classe moyenne ne cesse de diminuer, la violence, la délinquance, gagnent partout du terrain. En Asie, la crise financière a des conséquences sociales considérables. Entre 1960 et 1995, le revenu par habitant a stagné dans plus de cent pays en développement, selon les chiffres de la Banque mondiale.

» Nous allons au devant de beaucoup de turbulences sociopolitiques dans le tiers-monde au cours des prochaines années. Même si les pays riches s'efforcent

de limiter les dégâts, sous couvert d'aide au développement, en soutenant notamment ceux qu'ils considèrent comme des Etats-pivots, c'est-à-dire les Etats importants pour maintenir une stabilité géopolitique. En Amérique du Sud, ce sont le Mexique et le Brésil. En Afrique, l'Algérie, l'Egypte, le Nigeria et l'Afrique du Sud. Mais en aucun cas cette politique ne peut être une solution.

» D'ailleurs, il n'y aura pas, selon moi, de solution tant que l'on continuera à réfléchir selon les vieux schémas des années 60, dette-développement. Il faut sortir de cette pensée zéro et remettre en cause ce système unique de développement mondial, tout simplement parce que nous n'avons pas les moyens de l'offrir à tout le monde. Le modèle pour les pays pauvres ne doit pas être de vouloir consommer comme un Américain. C'est de la folie. Il faut oser le dire en cette fin du siècle. Le "développement" n'existe pas. Et le "tribut éternel" de la dette que paient les pays pauvres en est l'illustration la plus éclatante. »

*Propos recueillis par
Laurence Caramel*

Oswaldo de Rivero

- De nationalité péruvienne, Oswaldo de Rivero a effectué une longue carrière de diplomate, avant de devenir consultant auprès des Nations unies et de plusieurs pays en développement.
- Il était le porte-parole du groupe des pays non alignés (groupe des 77) lors des négociations sur la dette en 1989.
- Il vient de publier *Le Mythe du développement, les pays non viables au XXI^e siècle*, aux éditions Mosca Azul (Pérou), qui sera prochainement traduit en anglais.

**A PARTIR D'UN DOSSIER, RÉPONSE À UNE OU PLUSIEURS QUESTIONS
ÉCONOMIQUES ET/OU JURIDIQUES**

L'utilisation de tout matériel et de toute documentation personnelle est interdite.

En prenant appui sur les documents joints en **annexes 1** (page 20) et **2** (page 21) et en mobilisant vos connaissances personnelles, veuillez répondre aux quatre questions suivantes :

PREMIÈRE QUESTION :

A partir du texte proposé en **annexe 1**, vous montrerez pourquoi et comment la question écologique doit être intégrée au développement économique et social.

DEUXIÈME QUESTION :

Le texte proposé en **annexe 2** dénonce le rôle initialement attribué au SMIC. D'une manière générale, quelles sont les forces et les limites du salaire minimum ?

TROISIÈME QUESTION :

Décrivez les avantages et les limites de la T.V.A..

QUATRIÈME QUESTION :

Décrivez le contenu et la mise en œuvre du pouvoir disciplinaire de l'employeur.

La Banque mondiale place la dimension écologique au centre de sa stratégie de lutte contre la pauvreté

■ La Banque mondiale ne compte pas affecter davantage de moyens à des programmes écologiques, mais elle préfère une stratégie globale.

LA DÉGRADATION de l'environnement et des grands équilibres écologiques ne réduit pas seulement le patrimoine naturel de la planète. Elle est un frein à la réduction de la pauvreté. D'après

la Banque mondiale, la désertification et la dégradation des terres arides, consécutives à la déforestation et aux changements climatiques, menacent les moyens d'existence d'un milliard de ruraux. Les deux tiers de la population mondiale risquent d'être confrontés à des pénuries d'eau d'ici à 2025. Un constat qui contraint la Banque mondiale à sensiblement revoir sa réflexion sur les liens existant entre pau-

vreté et environnement. Le groupe de la Banque mondiale travaille sur une nouvelle stratégie de développement qui prenne davantage en compte « les préoccupations écologiques dans l'ensemble de ses activités visant à faire reculer la pauvreté et à contribuer au développement naturel ». Un souci qui apparaîtra bien tardif à certains. Chargée de financer des programmes de développement dans les pays les plus pauvres de la planète, la Banque mondiale est régulièrement accusée de financer des projets dommageables pour l'environnement.

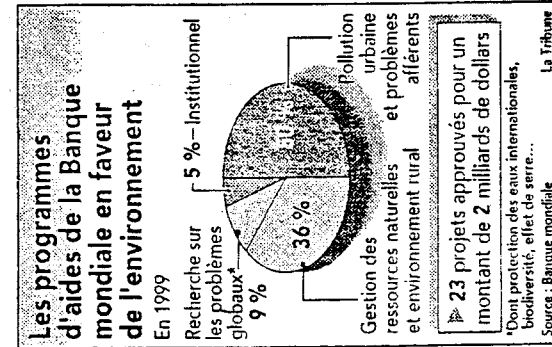
Un premier chantier. Il en va ainsi du programme pétrolier au Tchad que doit examiner aujourd'hui la Banque mondiale. Ce projet vise à extraire du pétrole dans le bassin de Doba (sud du Tchad) pour l'acheminer jusqu'au terminal de Kribi au Cameroun grâce à la construction d'un pipeline de plus de 1.000 kilomètres. Pour cela, la Banque mondiale compte octroyer un

prêt de 39,5 millions de dollars au Tchad et de 53,4 millions au Cameroun. Ce projet devrait permettre de générer 2 milliards de dollars de revenus pour le Tchad et 500 millions pour le Cameroun. Mais l'oléoduc traverse des nappes phréatiques et des rivières, s'indigne de nombreuses asso-

ciations. Des fuites pourraient donc avoir des conséquences désastreuses. « Après 18 mois d'étude », la Banque mondiale affirme aujourd'hui avoir apporté les changements nécessaires et que l'oléoduc aura « des effets mineurs sur l'environnement ».

La conversion de la Banque mondiale à ces préoccupations est assez récente. Mais les experts de la Banque semblent bien décidés à rattraper leur retard. Sur les 30 milliards de dollars investis chaque année par la Banque mondiale, entre 2 % et 6 %, selon les années, sont directement consacrés à la protection de l'environnement.

L'ambition n'est pas d'accroître ces budgets. « Pour parvenir à faire reculer la pauvreté, nous devons intégrer les préoccupations environnementales dans les stratégies de lutte contre la pauvreté et de développement économique », souligne la nouvelle directrice du département de l'environnement de la Banque mondiale, Kristalina Georgevia. Les 2,8 milliards de



personnes qui vivent dans le monde avec moins de deux dollars par jour, sont les premières victimes de la dégradation de l'environnement.

Dans certaines régions d'Inde, « les ressources naturelles communes représentent pratiquement le quart du revenu des plus pauvres », souligne un rapport préliminaire. Les pauvres sont en effet particulièrement vulnérables aux chocs causés par la modification de l'environnement et les catastrophes naturelles.

C'est la raison pour laquelle la Banque « veille à introduire le principe de viabilité dans toutes ses activités pour faire en sorte que la croissance ne se fasse pas au détriment de la santé des populations et qu'elle ne compromette pas leur avenir en entraînant une dégradation des ressources naturelles et des écosystèmes », affirme Ian Johnson, vice-président du réseau pour un développement écologiquement et socialement viable. Dont acte.

XAVIER HAREL

LE SMIC A TRENTE ANS, ENCORE A PRES UN COUP DE VIEUX

L'essor du travail à temps partiel et du temps partiel à salaire empêche le salaire minimum de remplir son rôle de bouc émissaire

Né il y a trente ans, le 2 janvier 1970, le salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) n'a pas été fêté à la date anniversaire comme il l'aurait été en d'autres temps. Son prédécesseur, le salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG), apparu le 12 février 1950, ne devrait pas être célébré davantage.

En France, le salaire minimum a perdu de sa splendeur. S'il figure toujours dans le socle de la politique sociale, ses mérites sont aujourd'hui plus obscurcis qu'autrefois. Et pas seulement par ceux qui considèrent le travail comme n'importe quel autre produit sur le marché. Le chômage, la précarité et les formes nouvelles d'emploi créent des conditions qui n'ont rien à voir avec celles des « trente glorieuses » et nuisent à l'efficacité redistributive du SMIC.

Les 35 heures se révèlent également un véritable casse-tête pour maintenir sa cohérence puisqu'il y aurait en fait deux SMIC selon la date d'embauche et le temps de travail effectué. En effet, son montant est défini sur une base horaire (40,72 francs bruts au 1^{er} juillet 1999)⁽¹⁾, ce qui donne des salaires mensuels différents selon qu'ils soient calculés sur 35 ou 39 heures.

Principalement en raison de temps partiel, une part grandissante de salariés passe au travers des mailles du filet : un peu plus de 15 % des femmes, en 1997, recevaient une rémunération inférieure au niveau mensuel. Parallèlement, 11 % des travailleurs s'agglutinent à ce seuil, et leur nombre, en progression, se voit encore grossi par les "coups de pouce" – de Jacques Chirac en 1995 et de Lionel Jospin en 1997 – qui ont relevé le SMIC.

D'autres réserves s'expriment. Instrument de lutte contre les inégalités salariales, mais sans réelle influence sur les inégalités de revenus, le salaire minimum affiche un coût élevé en France en comparaison d'autres pays. Ainsi, une augmentation forte peut avoir un impact négatif sur l'emploi, en premier lieu pour les salariés les plus qualifiés. Pour y remédier, une politique d'exonérations de charges sociales en faveur des bas salaires a été engagée depuis quelques années. Mais ses résultats sont contestés et, en tout état de cause, lents à produire leurs effets.

Ce bilan embarrassé contraste avec des évolutions qui se manifestent à l'étranger. Jusqu'à une date récente, les pays anglo-saxons se montraient rétifs à toute idée de salaire minimum ou l'avaient laissée tomber en désuétude. Or les Etats-Unis se sont décidés à relever le leur et la Grande-Bretagne, depuis avril 1999, en a créé un. De son côté, l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) a abandonné sa position de rejet systématique et recommande, depuis juillet 1998, d'associer un salaire minimum aux mesures destinées à inciter les travailleurs les plus pauvres à reprendre une activité ; politique qu'affectionnent les libéraux.

Une telle évolution n'aurait sans doute pas été possible sans le climat de confiance qui régnait. « Il existait une compréhension réciproque entre nous et la direction. Nous savions qu'elle était sincère », soulignent l'un comme l'autre Michel Gambier et Jean-Pierre Bellanger, son homologue de la CGT, lui aussi retraité aujourd'hui. Cet accord permettra en tout cas à l'entreprise de continuer à se défendre sur un marché pourtant de plus en plus grignoté par les importations.

Intéressement, développement de la polyvalence, temps partiel annualisé, préretraites progressives : autant de mesures que Kindy sera, là encore, une des premières entreprises à appliquer pour s'adapter aux exigences toujours plus fortes du marché. Mais en vain. Cela n'empêchera pas l'écart de coût de production avec les pays à bas salaires de continuer à se creuser.

« Inévitable »

Prise en tenaille entre des importations en constante augmentation – aujourd'hui plus de trois paires vendues sur quatre ont été fabriquées à l'étranger – et les marques distributeurs qui réalisent près du tiers des ventes actuelles, Kindy prenait en juin la décision de céder son usine de Dambach (Bas-Rhin) et d'opter pour la délocalisation afin d'abaisser ses prix de revient. A terme, selon la nouvelle direction, la moitié de la production de chaussettes devrait être fabriquée à l'étranger. Jean-Yves Bloquert ne pouvait se résoudre à accepter une telle perspective. L'ex-patron reconnaît néanmoins qu'il n'y a plus guère de marges de manœuvre. « Je sentais depuis quatre, cinq ans que cela deviendrait inévitable », avoue-t-il tout en ajoutant : « Maintenir l'emploi en France est un devoir. Mais le devoir est aussi de faire perdurer l'entreprise ».

Laetitia VAN EECKHOUT
(Le Monde du 23 novembre 1999)

⁽¹⁾ 42, 02 francs bruts au 1^{er} juillet 2000